



Manifeste du mouvement pour la liberté et la démocratie directe

Lassé de constater que l'offre politique en France se résume à des variations autour du thème de la social-démocratie et de l'état providence. j'ai décidé de mener une liste aux élections européennes 2019.

Cette liste est transpartisane, nul besoin d'adhérer à un parti politique pour nous rejoindre. Réciproquement tout adhérent d'un parti politique quel qu'il soit est le bienvenu, pourvu qu'il se reconnaisse dans le programme du ML2D et s'engage à le porter avec moi.

Le développement continu de l'état providence dans notre pays a produit de nombreux effets pervers. Les plus visibles sont une fiscalité étouffante, le développement spectaculaire de l'état qui désormais s'insinue et régleme les moindres détails de nos vies, le développement du capitalisme de connivence au détriment du capitalisme de concurrence et enfin l'apparition d'entrepreneurs politiques qui utilisent leurs mandats non pas pour réaliser les aspirations de leurs électeurs, mais pour satisfaire leur intérêt personnel. Nous pensons que la confiance est rompue, définitivement.

J'ai créé ML2D afin de faire surgir, dans le paysage politique français une offre radicalement nouvelle, très ambitieuse dans ses objectifs de réforme en profondeur de notre pays, modeste quand à la méthode à employer.

ML2D est un mouvement **pragmatique**, nous souhaitons tout simplement adapter au contexte français et européen les méthodes employées dans les pays qui réussissent le mieux.

ML2D a vocation à devenir un grand mouvement populaire qui sera présent à toutes les futures échéances électorales !

Les trois points initiaux de notre programme sont :

1) le versement du salaire complet couplé à la fin des monopoles.

Les citoyens auront le choix entre les différentes offres publiques ou privées en concurrence, dans tous les domaines autres que le régalien (police, justice , affaires étrangères et armée).
C'est ainsi que procèdent les pays qui fonctionnent le mieux (suisse, nouvelle-Zélande...)
La concurrence a tendance à améliorer la qualité des offres et à en diminuer le coût.
C'est une réforme qui ne coûte rien et qui est sans risque de déboucher sur une situation pire car si nos services publics sont excellents, alors ils n'ont rien à craindre de la concurrence.
C'est aussi le respect des traités européens qui impliquent l'ouverture des services publics à la concurrence.

<https://www.youtube.com/watch?v=fWUYnAu6wHo&feature=youtu.be>

2)Le bon d'éducation couplé à la suppression de la carte scolaire et à la liberté de création d'écoles nouvelles, pourvu qu'elles respectent les valeurs de notre pays.

Cette réforme ne coûte rien de plus et permettra de briser l'uniformité du système en permettant l'adaptation de l'offre éducative aux spécificités locales.
Partout où le bon d'éducation a été instauré, une amélioration des résultats des élèves a été constatée. Dans les écoles privées comme dans les écoles publiques (Suède, Nouvelle-Zélande, Pays- Bas). De plus est on réellement en démocratie quand l'état providence a le monopole de la formation des esprits des futurs électeurs ?

https://www.youtube.com/watch?v=E_nQXqzg-CA&feature=youtu.be

3)La démocratie directe et le principe de subsidiarité.

La suisse est une réussite éclatante. Leur PIB par habitant est le double du notre alors que dans les années 80 il était égal au notre. Le capitalisme de connivence y est bien moins développé qu'en France, le tissu de PME est bien plus dense et le chômage est quasiment inexistant.
L'organisation sociale et politique suisse est **robuste** et a fait ses preuves !

Ce qui caractérise la suisse c'est la démocratie directe. C'est à dire le recourt régulier à des référendums pour les décisions importantes ; et la subsidiarité, c'est à dire le fait que les prises de décision doivent être les plus locales possibles.

Concrètement qu'est ce que cela pourrait être en France ?

Si nous appliquions ces principes à notre pays cela donnerait un état central qui ne s'occuperait que du régalien c'est à dire la police, la justice, l'armée et les affaires étrangères.

Chaque région aurait son propre gouvernement local pour s'occuper du reste.

Les membres de ce gouvernement local seraient responsables sur leurs deniers personnels de leur bonne gestion.

Les régions seraient en concurrence fiscale car la concurrence a tendance à améliorer la qualité des offres et à en diminuer le coût.

Concrètement , si vous n'êtes pas satisfait de votre gouvernement local , vous pouvez changer de région. Cela revient à voter avec ses pieds.

<https://www.youtube.com/watch?v=R1uXIGLT60I&feature=youtu.be>

Nous adapterons ce modèle confédéral à notre pays.

Le financement du gouvernement central comme celui des régions doit être assuré par tous les citoyens proportionnellement à leurs revenus car l'impôt progressif n'est ni juste ni efficace.

La fiscalité sera constituée d'un impôt proportionnel (flat tax) national, une flat tax régionale, un impôt sur les sociétés à taux faible ainsi qu'une TVA à taux unique.

La fiscalité globale sera plafonnée à 40 % du PIB dès que possible et la cible à plus long terme sera 30 % du PIB. (l'état représente 35 % du PIB en suisse contre 57 % en France)
Toutes les niches fiscales doivent être supprimées.

Le principe de subsidiarité appliqué à l'Europe était inscrit dans l'acte unique européen de 1986.

Cet acte indiquait que l'union européenne n'est habilitée à prendre des décisions que dans ses domaines de compétence exclusifs qui sont le marché commun, l'euro et la réglementation de la pêche pour l'essentiel.

Les autres décisions doivent être prises au niveau national.

ML2D entend replacer l'union européenne dans les limites de l'acte unique de 1986.

Comment mettre en place la démocratie directe ?

La révolution numérique nous permet de payer nos achats en ligne de manière sécurisée.
Nous ferons créer une application dédiée et sécurisée pour les 3 ou 4 consultations annuelles.
Les citoyens pourront facilement voter lors d'une consultation en utilisant leur smartphone, leur ordinateur personnel ou les ordinateurs qui seront mis à disposition du public dans les services publics et les mairies.

Mais attention ! Les thèmes de référendums doivent être bornés par **le droit naturel des individus**.
Les droits naturels sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

La mission de l'état, c'est justement de défendre le droit naturel des individus !

Les sujets de référendums seront donc limités pour que jamais ils ne puissent aboutir à la spoliation ou à la tyrannie de la majorité.

Les sujets complexes comme l'immigration doivent être traités en consultation avec les Français, nous aborderons ces sujets par référendum.

L'État providence n'est pas la mission de l'état, les transferts sociaux non consentis sont un vol.
L'état pourra être providentiel uniquement dans les cas de force majeure lorsque les citoyens sont vraiment dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins (handicapés, etc...) mais tout doit être mis en place pour que la **philanthropie** prenne progressivement le relais de l'état providence.

La démocratie directe et le modèle confédéral nous permettront de passer d'un ordre construit, jacobin et centralisé qui fait la part belle à l'état et génère une inflation normative et fiscale exponentielle, à un ordre plus spontané, décentralisé, qui fait la part belle à l'initiative individuelle, qui permettra à chaque citoyen d'aller au bout de son potentiel.

Les nombreuses lois et règlements inutiles seront supprimées car loin de protéger les citoyens, elles brident l'initiative individuelle et servent trop souvent à organiser le capitalisme de connivence.

Le libre échange est la clé pour accroître la prospérité des peuples mais la mondialisation a peu à voir avec le libre échange.

La libération du marché et la mise en concurrence des services aujourd'hui publics aboutira à la

réduction de l'administration en la concentrant sur ses missions régaliennes. Ceci contribuera à l'instauration d'un climat de confiance propice à l'émergence de nombreuses PME/PMI créatrices d'emplois et de richesses faisant enfin reculer le chômage. La réindustrialisation de la France pourra se faire ainsi en quelques années ce qui fera converger l'économie, l'emploi et les finances françaises vers les économies les plus performantes de la zone euro : à titre de comparaison l'Allemagne compte un emploi public sur 9 contre un pour cinq en France. L'Allemagne compte six fois plus de PME/PMI que la France qui représentent un volume appréciable des exportations alors que la capitalisation boursière des entreprises allemandes cotées est la moitié des françaises.

Le véritable libre échange implique la **réciprocité** des droits de douane ainsi que des **balances commerciales équilibrées** car on ne peut pas consommer durablement à crédit. c'est la rencontre fatale des mondialistes économiques et des interventionnistes étatiques qui constitue le capitalisme de connivence, c'est à dire un environnement législatif conçu pour avantager certains par l'édification de barrières à l'entrée sur le marché (**les normes**) qui aboutissent à la concentration du capital aux mains d'une oligarchie n'hésitant pas à recourir à un endettement massif afin de créer artificiellement une demande solvable.

Le véritable libre échange n'interdit pas de protéger ses industries stratégiques (défense etc.) l'application du principe de réciprocité permet de se protéger de la concurrence déloyale tout en garantissant un environnement économique sain et compétitif.

Désormais les citoyens veulent moins d'impôts, moins de dette et de vrais emplois !

En interrogeant nos concitoyens de tout bords politiques sur le sens de leur engagement, une constante revient toujours : on s'engage en politique (pourvu que l'on soit sincère)pour lutter contre le mal. Le mal en France c'est la pauvreté, le chômage et la perte d'estime de soi qui en découle souvent.

C'est pour l'amélioration des conditions matérielles et morales des plus faibles que nous ferons tout pour encourager le capitalisme de concurrence et lutterons sans relâche contre le capitalisme de connivence. Car **seul le capitalisme de concurrence a démontré sa capacité à améliorer le sort des masses** et parce que la valeur morale d'un système économique ou politique se juge par le sort réservé aux plus faibles.



Vive la liberté !

Loïc Rousselle

Twitter <https://twitter.com/ML2D2>

Facebook https://www.facebook.com/ML2D-385292792232350/?modal=admin_todo_tour

Site <http://ml2d.fr/>